



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE MACRON SON GOUVERNEMENT ET SON ASSEMBLÉE PRÉPARONS LA RIPOSTE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 15 JUIN 2017

Le mouvement de Macron est arrivé largement en tête du premier tour des législatives, assuré d'une majorité écrasante à sa botte à l'Assemblée – plus de 400 sièges sur 577 – dont il va se servir pour tenter de casser les droits sociaux et démocratiques des travailleurs et de la population. Tous ses candidats se sont d'ailleurs engagés à mettre en place son projet présidentiel.

LA VRAIE MAJORITÉ : CELLE DE L'ABSTENTION

Mais plus de 51% des électeurs se sont abstenus, un record qui exprime la profondeur de l'écœurement ressenti par une majorité des jeunes, des travailleurs et au sein des classes populaires, face au cirque électoral.

Un chiffre qui relativise sérieusement la « victoire » de Macron. Car en réalité, ce sont seulement 16% des électeurs inscrits qui ont voté pour son mouvement.

Chouchou du grand patronat, pur produit des institutions des banquiers et du battage médiatique, Macron s'est hissé sur les ruines des grands partis de la gauche et de la droite qui « alternaient » jusqu'à présent pour mener leur politique antisociale.

EN MARCHÉ POUR ESSAYER DE NOUS PIÉTINER

Le nouveau gouvernement compte reprendre l'offensive, là où le précédent l'avait arrêtée. Car les « ordonnances » que Macron compte faire adopter pendant l'été, c'est la « loi travail » puissance dix.

D'après les « fuites » de la presse, elles généraliseraient la négociation au niveau de l'entreprise, là où le rapport de force est le plus favorable au patronat. Ainsi, chaque patron pourrait imposer à peu près tout ce qu'il veut en matière d'horaires, de salaires et de conditions de travail, à des conditions inférieures à celles des Conventions collectives et du Code du travail.

Elles augmenteraient encore la précarité de l'emploi en élargissant les possibilités de recours aux CDD et à l'intérim.

Elles diminueraient le délai de recours aux prud'hommes et plafonneraient les indemnités versées en cas de licenciement abusif.

Suivraient une réforme de l'assurance-chômage, le remplacement des cotisations salariales par une hausse de 1,7 point de la CSG, qui pèsera y compris sur les retraités, puis une nouvelle réforme des retraites, conduisant à la suppression du système par répartition actuel et à la réduction de toutes les pensions.

Dans le même temps, l'état d'urgence est prolongé jusqu'au 1^{er} novembre, en attendant d'intégrer à la loi « ordinaire » toutes les mesures qualifiées pour l'instant d'exceptionnelles : perquisitions, saisies des données numériques, ordinateurs portables, interdictions de manifester...

REFUSER LE SOI-DISANT « DIALOGUE SOCIAL »

Le gouvernement compte sur l'état désastreux de la gauche et sur la passivité des directions des grandes confédérations, engagées dans les 48 « rencontres bilatérales » qu'il a programmées.

Cette soi-disant concertation est un dialogue de dupes, d'autant plus que Macron a annoncé qu'il allait légiférer par ordonnances pendant l'été, sans même un débat sur leur contenu à l'Assemblée.

En fait, la seule opposition que craigne le gouvernement, c'est que les travailleurs et la jeunesse reprennent la rue pour contester sa politique.

L'OPPOSITION, C'EST PAS À L'ASSEMBLÉE C'EST DANS LA RUE QUE ÇA VA SE PASSER

La force que nous avons montrée contre la loi El Khomri et son monde, c'est maintenant qu'il faut la montrer à nouveau : dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, les lieux d'étude, et dans la rue.

Déjà, des dizaines de syndicats et d'associations – qui sont en train de se rassembler pour construire un « Front social » contre la politique de ce gouvernement – appellent à manifester dès le lundi 19 juin, au lendemain du deuxième tour, à Paris et dans une dizaine de villes, comme à Rouen.

Réussir ces premières manifestations peut servir d'aiguillon pour faire naître et développer un grand mouvement de manifestations et de grèves, seul moyen de faire reculer Macron.

RENAULT-NISSAN, DES MILLIONS D'EUROS DE BONUS CACHÉS :

C'EST QUI LES VOYOUS ?

Selon l'Agence Reuters de mardi, les banquiers de l'alliance Renault-Nissan préparent le versement camouflé de plusieurs millions d'euros de bonus supplémentaires à une poignée de dirigeants autour de Carlos Ghosn, le premier à se sucrer avec ce système : 26 millions d'euros partagés entre 6 dirigeants !

Ni vu, ni connu : cela ne devait pas apparaître dans les comptes. Le montage révélé vise à détourner le fric d'une société créée aux Pays-Bas, dont les capitaux proviennent des économies – ce qui veut dire des restructurations – dégagées par l'Alliance Renault-Nissan et Mitsubishi.

Apparemment, la « moralisation » s'arrête aux portes du bureau de Carlos Ghosn. Il est temps d'en finir avec leur secret qui couvre leurs magouilles toujours plus juteuses. Assez de leur impunité ! Assez du blocage de nos salaires alors qu'ils se gavent avec les résultats de notre travail !

RENAULT ET PSA CONNAISSENT

LA ROUTE DES PARADIS FISCAUX

Mediapart et d'autres ont eu accès aux documents bancaires de l'île de Malte. Grâce à cela, on sait que Renault a économisé 62 millions d'euros d'impôts en quatre ans en localisant ses activités d'assurances à Malte. Et pour PSA, ce sont 57 millions en cinq ans.

La somme ne cesse de gonfler, année après année. C'est là qu'ils ont domicilié des sièges de leurs compagnies d'assurance, paradis fiscaux au sein même de l'Union Européenne oblige !

Ainsi, les deux sociétés d'assurances maltaises de Renault ont réalisé, en 2015, un profit cumulé avant impôts de 86 millions d'euros avec seulement 17 salariés, dont un seul chez RCI Assurance qui explose tous les ratios de productivité financière.

Ces magouilles, pardon ces « *mesures d'optimisations fiscale* », sont légales. Cela a déjà servi pour justifier les émissions hors normes des moteurs diesel. Et comme l'Etat est actionnaire de PSA et Renault, il ne peut être qu'au courant de ces manœuvres pour se soustraire à l'impôt. Il se tiennent tous !

L'ouverture des livres de compte et des documents classés secret industriel serait une mesure de salubrité publique.

BREXIT OU PAS: LA BONNE QUESTION

N'EST PAS CELLE-LÀ !

Brexit « *dur* » ou pas : le débat agite le milieu politique en Grande Bretagne. Alors que pour les salariés et les classes populaires, en Grande Bretagne comme ailleurs en Europe, le vrai problème, c'est l'emploi, les salaires, la santé, les services publics, les inégalités...

Un gouvernement qui voudrait vraiment prendre le mal à la racine devrait prendre des mesures qui s'attaquent effectivement au pouvoir des capitalistes et de la finance, à celui des actionnaires qui jouent avec nos vies pour grossir leurs dividendes. Une telle politique serait évidemment impossible dans le cadre actuel des institutions européennes. L'affrontement nécessaire, voire le divorce, aurait alors pour but de préserver des avancées sociales.

Ce n'est pas ce qui se discute en Angleterre. Avant le Brexit, c'est déjà l'austérité ; après le Brexit, ils continueront de demander des sacrifices à la population au nom de la compétitivité de l'économie. La bonne question, c'est de savoir comment sortir d'une austérité qui ne sert que les intérêts des capitalistes.

ARABIE SAOUDITE-QUATAR : BROUILLE ENTRE MONARCHIES RÉACTIONNAIRES

Enrôlés par l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis et le Bahreïn viennent de rompre leurs relations avec le Qatar, supposé encourager le terrorisme. Comme si l'Arabie Saoudite n'était pas le berceau de la famille Ben Laden et d'Al Qaïda, et ne finançait pas plus ou moins officiellement des islamistes anti-Assad en Syrie.

Le Qatar en finance seulement d'autres, comme les Frères Musulmans. Mais ceux-là ont été classés « terroristes » par l'Arabie Saoudite, après des années de collaboration. Une Arabie Saoudite qui ne veut pas voir contestée son hégémonie régionale par un petit Qatar dont l'influence repose sur d'immenses revenus gaziers. Sans compter que l'immense gisement gazier du Golfe Persique est exploité de manière partagée et sans contentieux notable par le Qatar et l'Iran, ennemi principal de l'Arabie.

Les USA et d'autres pays comme la France sont gênés aux entournures par la brouille actuelle : les deux camps, bien qu'aussi réactionnaires l'un que l'autre, sont des alliés et des clients précieux... qui achètent par milliards leurs matériels militaires.

Pour manifester contre le gouvernement

dès le lendemain des élections

Lundi 19 Juin - 18:00h

Rassemblement à Rouen

Esplanade du Théâtre des arts

à l'appel du

«Collectif pour un Front Social à Rouen»

qui regroupe des syndicats, des associations, des collectifs, des individus...

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique